

**Avis adopté**

Séance plénière du 15 octobre 2025

## **Complexité des *aides de l'Union européenne* et visibilité de son action**

### **Déclaration du groupe CGT**

1 800 milliards, dont le plan de relance post Covid, de financements européens sont déployés au sein des Etats sur la période 2021– 2027.

Un tiers de ces fonds est consacré à la politique européenne de cohésion dont les objectifs stratégiques sont une Europe plus intelligente, plus verte, une transition juste, une Europe plus connectée, plus sociale, plus proche des citoyens.

Les aides doivent être incitatives et progressives pour la réalisation d'objectifs clairement et mutuellement définis afin d'aider à la transition écologique, permettre des transformations utiles de productions en maintenant et créant des emplois de qualité pour un avenir durable.

Tant l'existence, que l'utilisation de ces fonds sont largement méconnues des citoyens. Ils sont aussi difficilement mobilisables par les porteurs de projet, notamment les structures les plus petites.

Plusieurs préconisations prônent une harmonisation et une simplification des règles et des démarches, le besoin de formations des différents acteurs pour leur permettre d'accéder aux aides européennes.

Nous voulons insister pour notre part sur :

La nécessité de conditionner ces aides publiques à une véritable réponse aux besoins des citoyens.

A l'heure d'un pré bilan de la programmation 2021 – 2027, nous réaffirmons que la conditionnalité des aides, associée au suivi et au contrôle est incontournable en matière sociale et environnementale. La place des régions et leur rôle essentiel en matière de programmes opérationnels au service de l'intérêt général et à ce titre le rôle que les CESER peuvent jouer.

L'association des acteurs de la société civile dans les choix d'utilisation des aides publiques européennes.

Nous voulons conclure sur une grande inquiétude pour la future programmation, tant sur le fond que sur la forme. Nous réaffirmons que la priorité doit être donnée aux dimensions sociales et environnementales – pas à l'effort de guerre.

**La CGT a voté cet avis.**